

Secrétariat
à la
politique
linguistique

08.09

RAPPORT ANNUEL DE GESTION

Message

du sous-ministre associé

L'année 2008-2009 a été marquée par des événements importants dans le domaine linguistique. Ainsi, dans le sillage du plan d'action *Réussir ensemble en français*, de la ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française, M^{me} Christine St-Pierre, diverses mesures pour promouvoir la langue française ont été mises en œuvre, notamment dans les entreprises et les services. Ce plan a également conduit, en octobre 2008, à la signature d'une entente quinquennale : *Le français, notre affaire à tous* – Stratégie commune d'intervention pour Montréal, 2008-2013, un vaste exercice de concertation qui a réuni quelque 250 personnalités du monde des affaires, du travail et de la politique.

Le Secrétariat à la politique linguistique s'est aussi distingué en proposant diverses activités de promotion et de valorisation du français. Il a profité du 400^e anniversaire de la ville de Québec pour publier, notamment, la brochure *La langue française au Québec – 400 ans, quelques repères*, une belle façon de célébrer le fait français en Amérique du Nord en mettant à la disposition du public une chronologie des faits marquants qui ont jalonné l'histoire de la langue française au Québec.

Le Secrétariat a également pris une part active à plusieurs événements et à de nombreuses rencontres, tant au Québec qu'à l'étranger, dans le but de promouvoir la politique linguistique québécoise. Il a coordonné, avec l'appui des organismes linguistiques québécois, la tenue du colloque *La langue française dans sa diversité* en septembre 2008. Ce colloque a permis de rappeler que le français a donné lieu à des variétés distinctes et originales qui contribuent de ce fait à la vitalité de la langue.

Je vous incite vivement à découvrir les réalisations qui ont marqué la dernière année du Secrétariat à la politique linguistique dans le Rapport annuel de gestion 2008-2009.



Le sous-ministre associé responsable
de l'application de la politique linguistique,

André Fortier

Déclaration sur la fiabilité des données contenues dans le rapport et des contrôles afférents

L'information contenue dans le présent rapport annuel de gestion relève de la responsabilité du sous-ministre associé responsable de l'application de la politique linguistique et du directeur du Secrétariat à la politique linguistique. Cette responsabilité porte sur la fiabilité des données incluses dans le rapport et des contrôles afférents.

Les résultats et les données du Rapport annuel de gestion 2008-2009 du Secrétariat à la politique linguistique :

- décrivent fidèlement la mission, les défis et les orientations stratégiques du Secrétariat;
- présentent les objectifs et les résultats du plan stratégique et du plan annuel de gestion;
- présentent les données exactes et fiables.

Nous déclarons que les données contenues dans le présent rapport annuel de gestion, ainsi que les contrôles afférents à ces données, sont fiables, et correspondent à la situation telle qu'elle se présentait au 31 mars 2009.

André Fortier



Sous-ministre associé
responsable de l'application
de la politique linguistique

Jacques Gosselin



Directeur du Secrétariat
à la politique linguistique

Québec, juillet 2009

Table des matières

I. La présentation du Secrétariat à la politique linguistique	6
II. Le contexte	7
III. Les faits saillants	8
IV. Le rappel du Plan stratégique 2005-2008	8
V. Les résultats par rapport aux engagements du Plan stratégique	9
VI. L'application des exigences législatives	16
Annexe	17
Loi et règlements relevant de la ministre responsable de la Charte de la langue française (au 31 mars 2009)	

I. La présentation du Secrétariat à la politique linguistique

MISSION ET MANDAT

Créé en 1988, le Secrétariat à la politique linguistique a un mandat de coordination, de concertation et de promotion à l'égard de la politique linguistique québécoise. Plus précisément, la mission du Secrétariat consiste à :

- assister et conseiller la ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française pour la mise en œuvre de la politique linguistique québécoise, et intervenir dans les dossiers qu'elle lui confie;
- coordonner la conduite des travaux relatifs aux projets de modifications législatives ou réglementaires en matière de langue et agir comme soutien dans les dossiers judiciaires concernant la Charte de la langue française;
- réaliser les interventions nécessaires afin d'assurer la cohérence et le suivi des actions gouvernementales dans le domaine linguistique;
- soutenir et mettre en œuvre des actions concertées visant l'emploi, la qualité et la promotion du français au Québec;
- faire connaître la politique linguistique, au Québec et à l'étranger.

LA STRUCTURE ORGANISATIONNELLE DU SECRÉTARIAT

Le Secrétariat à la politique linguistique est placé sous l'autorité du sous-ministre associé responsable de l'application de la politique linguistique, lequel relève directement de la ministre de la Culture, des Communications et de la Condition féminine qui est responsable de l'application de la Charte de la langue française.

L'effectif autorisé du Secrétariat à la politique linguistique est de neuf postes.

LES ORGANISMES LINGUISTIQUES

Le Secrétariat à la politique linguistique travaille en collaboration avec les trois organismes créés par la Charte de la langue française : la Commission de toponymie, le Conseil supérieur de la langue française et l'Office québécois de la langue française. Chacun de ces organismes occupe un créneau spécifique de la politique linguistique. Un rapport annuel de gestion, qui fait état des activités et de la situation financière de chaque organisme, est déposé à l'Assemblée nationale.

II. Le contexte

Parlé par une vaste majorité de la population québécoise, mais langue minoritaire au Canada et en Amérique du Nord, le français subit toujours de nombreuses pressions, y compris au Québec. La décroissance de la part que représentent les francophones au Canada, l'accroissement d'une immigration de plus en plus diversifiée et la baisse du taux de fécondité de la population francophone, depuis le milieu des années 1960, sont désormais considérés comme des tendances lourdes. À cela s'ajoutent les forces dominantes du marché linguistique nord-américain, le développement des nouvelles technologies et l'expansion de l'anglais au sein des communications internationales, autant de facteurs qui favorisent l'usage de l'anglais. Au 21^e siècle, la situation de la langue française doit donc faire l'objet d'une vigilance constante et la politique linguistique québécoise de promotion de la langue française conserve toute sa pertinence. L'année qui vient de s'écouler a été riche en événements dans le dossier linguistique. Mentionnons, entre autres, les suivants :

- la tenue du Rendez-vous des gens d'affaires et des partenaires socioéconomiques qui a donné lieu à l'adoption de l'entente quinquennale : *Le français, notre affaire à tous* – Stratégie commune d'intervention pour Montréal, 2008-2013, afin d'y renforcer l'utilisation du français;
- la campagne gouvernementale de promotion de la langue française *Le français, notre fierté, notre affaire à tous*;
- l'augmentation des crédits pour mettre en œuvre la politique linguistique québécoise;
- l'adoption d'une résolution sur la langue française lors du XII^e Sommet de la Francophonie à Québec;
- l'inauguration du Centre de la francophonie dans les Amériques;
- la tenue du colloque *La langue française dans sa diversité* et du congrès mondial de la Fédération internationale des professeurs de français à l'occasion du 400^e anniversaire de la fondation de Québec;
- l'audition par la Cour suprême du Canada des dossiers *Nguyen* et *Bindra* touchant la langue d'enseignement au Québec.

III. Les faits saillants

Outre les activités habituelles liées aux interventions de la ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française dans le domaine linguistique, il y a lieu de souligner, en 2008-2009, les faits saillants suivants :

- l'arrivée de M. André Fortier comme nouveau sous-ministre associé responsable de l'application de la politique linguistique. M. Fortier succède à M. Guy Dumas qui a occupé cette fonction pendant huit ans au Secrétariat à la politique linguistique;
- le soutien donné à la ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française dans la réalisation du plan d'action *Réussir ensemble en français*, un ensemble de mesures de promotion, de protection et de valorisation de la langue française;
- l'organisation de l'important Rendez-vous des gens d'affaires et des partenaires socioéconomiques qui a donné lieu à l'adoption de l'entente quinquennale : *Le français, notre affaire à tous* – Stratégie commune d'intervention pour Montréal, 2008-2013;
- la campagne nationale tenue à l'automne 2008 et intitulée *Le français, notre fierté, notre affaire à tous* qui visait à sensibiliser la population à l'importance de la qualité et de la richesse de la langue française.

IV. Le rappel du Plan stratégique 2005-2008

Le Plan stratégique en matière de politique linguistique engage la Commission de toponymie, le Conseil supérieur de la langue française, l'Office québécois de la langue française et le Secrétariat à la politique linguistique. L'année 2008-2009 en a été une de transition, puisque le Plan stratégique 2005-2008 a été reconduit. Les grandes orientations stratégiques du Secrétariat à la politique linguistique ont été maintenues :

- renforcer le français comme langue du travail, du commerce et des affaires;
- valoriser et généraliser une langue de qualité;
- consolider la politique linguistique du Québec.

En 2008-2009, le Secrétariat a mené diverses actions contribuant, d'une part, à mieux faire connaître la politique linguistique et à en assurer le maintien, et, d'autre part, à promouvoir l'importance de la qualité de la langue française au Québec. Un nouveau plan stratégique est en préparation.

V. Les résultats par rapport aux engagements du Plan stratégique

Renforcer le français comme langue du travail, du commerce et des affaires²⁸

La francisation des milieux de travail et le français, langue du commerce et des affaires

La Charte de la langue française, qui vise notamment à faire du français la langue habituelle du travail au Québec, affirme le droit de tout travailleur d'exercer ses activités en français. La nécessité de connaître le français pour pouvoir travailler reste, de loin, l'une des motivations les plus fortes pour des non-francophones d'apprendre le français. La francisation des entreprises est donc devenue, depuis l'adoption de la Charte, un enjeu de taille et a connu des progrès importants, particulièrement auprès des entreprises employant 50 personnes et plus. Afin de soutenir également les plus petites entreprises et donner un nouvel élan à la francisation des milieux de travail, un plan de mesures, élaboré conjointement par le Secrétariat à la politique linguistique et l'Office québécois de la langue française, a été proposé par la ministre en mars 2008.

Dans la foulée des mesures annoncées, le Secrétariat a collaboré avec, entre autres, différents ministères, l'Office québécois de la langue française et la Chambre de commerce du Montréal métropolitain, à l'organisation du Rendez-vous des gens d'affaires et des partenaires socioéconomiques. Cette rencontre, qui a eu lieu le 10 octobre 2008, a réuni quelque 250 personnalités du monde des affaires. Elle avait pour objectif de promouvoir et de renforcer – par une série d'engagements concrets – l'utilisation du français dans les produits et services, dans l'affichage ainsi que dans les commerces et les entreprises, surtout les petites entreprises, et ce, particulièrement à Montréal. Tout ce maillage a mené à la signature d'une entente quinquennale entérinée par 35 signataires : *Le français, notre affaire à tous* – Stratégie commune d'intervention pour Montréal, 2008-2013.



Le Rendez-vous des gens d'affaires et des partenaires socioéconomiques, mesure prise pour consolider le visage français de la métropole, a réuni quelque 250 personnalités du monde des affaires, du travail et de la politique, en octobre 2008 ■ Photo : Éric Myre

28. Compte tenu du caractère global de la mesure décrite, nous avons délibérément choisi de ne pas la décliner en fonction des axes et des objectifs contenus dans cette orientation.

Un secrétariat a été mis sur pied à Montréal pour soutenir l'action du Comité directeur des orientations et du Comité de suivi des activités prévues dans le mécanisme de suivi de cette stratégie. Le Secrétariat à la politique linguistique en est responsable.



Le Rendez-vous des gens d'affaires et des partenaires socioéconomiques a mené à la signature d'une entente historique visant à consolider le français dans les entreprises de moins de 50 employés à Montréal. Première rangée : la présidente et chef de la direction de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain, M^{me} Isabelle Hudon; le premier ministre du Québec, M. Jean Charest. Deuxième rangée : M. Raymond Bachand, ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation; M^{me} Christine St-Pierre, ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française ■ Photo : Éric Myre

VALORISER ET GÉNÉRALISER UNE LANGUE DE QUALITÉ

La sensibilisation de la population à l'importance de la qualité de la langue

Objectif : Poursuivre ou développer des démarches de concertation avec différents secteurs d'activité pour y promouvoir l'importance de la qualité de la langue.

Le concours d'écriture intitulé La langue française, elle est bien québécoise

Le 18 juin 2008, dans le cadre du concours *La langue française, elle est bien québécoise*, qui s'adressait aux élèves du troisième cycle du primaire et des deux cycles du secondaire, la ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française a dévoilé le nom des sept lauréates et lauréats qui se sont vu attribuer, en plus d'un ordinateur portable, des laissez-passer pour le spectacle de Céline Dion – la marraine du concours – sur les plaines d'Abraham en août 2008. Une participante a également obtenu un prix spécial du jury.



La ministre Christine St-Pierre, responsable de l'application de la Charte de la langue française, accompagnée des gagnantes et gagnants du concours d'écriture *La langue française, elle est bien québécoise*, le 18 juin 2008. Dans l'ordre habituel : Amy Hayes, Dominique Tremblay, Chen Jian Qiu, la ministre Christine St-Pierre, Nyome Giroux, Anne-Sophie Gobeil, Andréanne Neveu et Esther Provencher ■ Photo : Roch Thérout

Objectif : Mettre en place des mesures particulières susceptibles de faire connaître les bons usages et les particularités du français standard au Québec.

Le programme « Parlez-moi d'une langue! » pour les élèves des cégeps et collèges

Mis sur pied par le Secrétariat en 1997, en collaboration avec l'Union des écrivaines et écrivains québécois (UNEQ) et le ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine, le programme « Parlez-moi d'une langue! » permet à des écrivains et à des professionnels de la communication de témoigner de l'importance de la maîtrise du français écrit et oral auprès des élèves du collégial. Il a permis, au 31 mars 2009, à 101 écrivains et professionnels de la langue – dont Aude, Jean Barbe, Chrystine Brouillet, Dany Laferrière, Guillaume Vigneault, Louise Warren – de participer à 146 activités dans 51 établissements d'enseignement collégial du Québec.

La subvention accordée à l'UNEQ en 2008-2009 est de 75 000 \$. L'essentiel de cette somme sert à payer les honoraires, le transport et les frais de séjour des conférenciers invités par les collèges et cégeps de l'ensemble du Québec. Moins de 15 % de la subvention couvre les frais de gestion du programme. Rappelons que ce dernier connaît un intérêt grandissant et que le Secrétariat à la politique linguistique a versé, depuis 11 ans, environ 822 000 \$ pour la réalisation et le maintien de ce programme.

Un colloque sur les variétés de français dans le monde

Pour témoigner de la vitalité de la langue française, le Secrétariat a organisé, en collaboration avec l'Office québécois de la langue française et le Conseil supérieur de la langue française, un colloque traitant de la variation en français et des enjeux liés à la reconnaissance et à la prise en compte des variétés de français dans le monde.

Intitulé *La langue française dans sa diversité*, le colloque s'est déroulé les 21, 22 et 23 septembre 2008. Il réunissait une centaine de spécialistes d'horizons professionnels variés venant, pour la plupart, de différents États de la francophonie. Les actes du colloque ont fait l'objet d'une publication et peuvent être consultés sur le site Web du Secrétariat.

Le portail du Réseau des corpus lexicaux québécois

Le Secrétariat a continué d'offrir, au sein d'un portail unique, l'accès à un ensemble de corpus lexicaux québécois – données textuelles et lexicales représentatives du français en usage au Québec – qui permet d'interroger simultanément 14 corpus lexicaux qui proviennent de cinq universités différentes.

Les activités de promotion de la langue et la production d'outils linguistiques

Le Secrétariat coordonne la gestion du budget consacré à la promotion de la langue française qui a permis l'attribution, en 2008-2009, de 25 subventions totalisant 181 000 \$. Mentionnons les subventions à diverses activités de promotion du français (les FrancoFolies de Montréal, la Journée de l'Hymne au printemps, le concours *Le français à l'affiche*, le 2^e Forum international des caravanes francophones, la Dictée des Amériques, la revue *Québec français* et le projet *Lire et faire lire* notamment) ou à des organismes comme la Fédération internationale des professeurs de français (FIPF), l'Association pour le soutien et l'usage de la langue française (ASULF) et Impératif français.

De plus, par l'entremise du Secrétariat, le gouvernement du Québec a maintenu en 2008-2009 son appui financier à deux projets d'envergure. Ainsi, une subvention de 120 000 \$ a été accordée au Trésor de la langue française du Québec (TLFQ) de l'Université Laval pour la numérisation et la diffusion dans Internet de son fichier lexical, vaste corpus patrimonial qui s'étend du XVI^e siècle jusqu'à nos jours. De même, une subvention de 650 000 \$ a été accordée pour le projet de dictionnaire intitulé *Le français standard en usage au Québec*, en préparation à l'Université de Sherbrooke par le groupe de recherche FRANQUS. Ce dernier ouvrage décrira le français que nous partageons avec l'ensemble de la francophonie et les mots qui désignent des réalités propres au Québec.

Le Secrétariat a continué d'assurer la coordination québécoise du sous-comité sur la qualité du français dans l'administration publique, mis en place dans le cadre de la coopération linguistique franco-québécoise. Les deux partenaires du sous-comité – le Secrétariat à la politique linguistique et la Délégation générale à la langue française et aux langues de France – ont convenu de s'intéresser à la mise en ligne de services linguistiques coordonnés (intranet linguistique et portail linguistique) destinés aux Administrations. Les deux partenaires ont déjà produit une publication commune (*Rédiger... simplement*), qui dégage des principes généraux liés à la qualité de l'écriture des services en ligne. Cet ouvrage a fait l'objet d'une réimpression en 2008.

CONSOLIDER LA POLITIQUE LINGUISTIQUE DU QUÉBEC

La cohérence et la promotion de la politique linguistique québécoise

Objectif : Superviser les actions de l'administration publique québécoise en matière linguistique pour assurer leur cohérence avec la politique linguistique

Le soutien technique à l'Administration québécoise

Le Secrétariat a continué de veiller à la cohérence des actions de l'administration publique québécoise en matière linguistique. Il a été régulièrement consulté par les ministères et organismes de l'Administration québécoise qui souhaitent s'assurer que leurs pratiques ou les clauses linguistiques contenues dans diverses ententes intergouvernementales, interministérielles ou autres sont conformes à la politique linguistique québécoise.

Objectif : Mieux faire connaître la politique linguistique au Québec et à l'extérieur du Québec et en assurer le maintien, y compris lors de contestations devant différentes instances

Les contestations de la politique linguistique québécoise

En ce qui a trait particulièrement au suivi des contestations de la Charte de la langue française, le Secrétariat a maintenu son soutien auprès du ministère de la Justice du Québec dans différents dossiers judiciaires pour défendre, entre autres, la légalité des dispositions de la Charte liées à l'accès à l'école anglaise (écoles privées non subventionnées) et celles portant sur la langue du commerce et des affaires (la prédominance du français dans la publicité commerciale).

Ainsi, en décembre 2008, la Cour suprême du Canada a entendu les dossiers *Nguyen* et *Bindra*. Ces deux litiges mettent en cause la constitutionnalité de certaines dispositions de la Charte de la langue française, qui visent à faire en sorte que l'enseignement reçu en anglais au Québec dans une école privée non subventionnée ou en vertu d'autorisations particulières ne puisse, par la suite, permettre à des enfants d'acquérir un droit transmissible à l'enseignement en anglais dans le réseau public ou privé subventionné québécois.

Les activités d'information sur la politique linguistique québécoise

En 2008-2009, le Secrétariat a rencontré, à plusieurs reprises, des personnalités québécoises, canadiennes ou étrangères pour les renseigner sur la politique linguistique québécoise. Mentionnons, à titre d'exemples, une présentation devant l'International Linguistic Association (ILA) de New York, une autre devant l'ambassadrice et déléguée du Royaume du Maroc à l'UNESCO et, enfin, une dernière, à la Direction générale de l'éducation et de la culture de la Commission européenne.

Le Secrétariat a aussi effectué diverses activités telles :

- la réalisation de mandats particuliers, confiés par la ministre, dans le domaine linguistique;
- la rédaction d'avis, à la demande de divers comités ministériels, sur des mesures projetées pouvant avoir un impact sur la politique linguistique;
- la publication du dépliant *La dynamique des langues en quelques chiffres*, accessible sur le site Web du Secrétariat. Le Secrétariat a produit ce document sur les principales statistiques linguistiques à la lumière du recensement de 2006 de Statistique Canada.

La refonte du site Web du Secrétariat

Le site Web du Secrétariat fait état des différents aspects de la politique linguistique québécoise. Par la refonte amorcée de son site, le Secrétariat entend donner plus de visibilité à ses actions et rendre l'information transmise plus accessible.

Les textes les plus consultés sur le site ont été ceux des brochures *La langue française au Québec – 400 ans, quelques repères*; *La politique linguistique du Québec en questions... et réponses* (version anglaise, en particulier) et *Vivre en français au Québec* (version anglaise surtout). Les autres pages auxquelles les internautes ont eu recours le plus souvent ont été celles du portail du Réseau des corpus lexicaux, de la Politique gouvernementale relative à l'emploi et à la qualité de la langue française dans l'Administration et de la Demande de publication ou d'information.

Les publications du Secrétariat

Les brochures et publications du Secrétariat sont accessibles par la poste ou par téléchargement, directement à partir du site Web. En 2008-2009, le Secrétariat a posté plus de 43 000 exemplaires de ses différentes brochures et publications.

Cette année, les publications les plus demandées par la poste ont été, dans l'ordre : les brochures *La langue française au Québec – 400 ans, quelques repères* et *Rédiger... simplement*; le dépliant *La dynamique des langues en quelques chiffres*; *Vivre en français au Québec* (disponible en dix langues) et *La politique linguistique du Québec en questions... et réponses* (disponible en cinq langues).

La célébration de la vitalité de la langue française

Objectif : Reconnaître et honorer les efforts et les engagements d'individus, de groupes, d'organismes et d'entreprises en faveur de la langue française

Le prix Georges-Émile-Lapalme

Comme chaque année, le Secrétariat a collaboré à l'attribution du prix Georges-Émile-Lapalme, lequel, parmi les Prix du Québec, représente la plus haute distinction accordée par le gouvernement du Québec dans le domaine de la qualité et du rayonnement de la langue française. Ce prix a été décerné cette année (2008) au jurilinguiste Paul-André Crépeau, en hommage à son engagement exceptionnel pour la défense, la qualité et la précision de la langue dans l'exercice du droit privé.

Objectif : Poser des actions spécifiques en vue de souligner l'histoire et l'évolution du fait français en Amérique

Campagne de publicité – du 11 octobre au 1^{er} novembre 2008

Dans la foulée du Rendez-vous, le gouvernement a tenu une vaste campagne de publicité, coordonnée par le Secrétariat à la politique linguistique et destinée à mousser la fierté de faire des affaires en français, particulièrement à Montréal où sont concentrés les allophones du Québec. Orchestrée autour du thème *Le français, notre fierté, notre affaire à tous*, la campagne s'est déployée durant un mois avec des messages à la radio et un message affiché dans le métro et sur les autobus des réseaux de transport public.

La langue française au Québec – 400 ans, quelques repères

La brochure *La langue française au Québec – 400 ans, quelques repères*, réalisée par le Secrétariat à la politique linguistique, en collaboration avec le Conseil supérieur de la langue française, pour marquer l'anniversaire des 400 ans de vie en français au Québec, présente la chronologie des grandes dates associées à des événements culturels, politiques et sociaux qui ont eu une incidence sur l'évolution linguistique du Québec. Véritable succès, cet ouvrage a été diffusé à plus de 35 000 exemplaires en 2008-2009.

La veille en matière linguistique

Objectif : Maintenir et établir, en fonction des priorités gouvernementales, des partenariats canadiens et internationaux sur des sujets susceptibles d'enrichir la démarche linguistique québécoise

Les activités internationales

En 2008-2009, le Secrétariat a continué, à l'occasion de diverses activités internationales, à mettre en valeur l'expertise du Québec en matière d'aménagement linguistique et de gestion de politique linguistique. Mentionnons, à titre d'exemple, sa participation à une conférence de recherche organisée par le Welsh Language Board du Pays de Galles avec lequel le Secrétariat, l'Office québécois de la langue française et le Conseil supérieur de la langue française ont signé un programme de coopération en matière d'aménagement linguistique.

Conformément à son mandat de coordination de la coopération linguistique, le Secrétariat a participé à la préparation du 5^e Comité mixte Québec-Catalogne, à celle de la rencontre mi-parcours de la 61^e session de la Commission permanente de coopération franco-québécoise (CPCFQ) ainsi qu'à une réunion de concertation organisée par le Secrétariat du Conseil du trésor sur la mise en œuvre des travaux de coopération du Groupe de travail franco-québécois en matière de modernisation de l'État.

À titre de partenaire sectoriel du ministère des Relations internationales, le Secrétariat a collaboré à l'évaluation de divers projets linguistiques dans le cadre des coopérations bilatérales suivantes :

- Commission permanente de coopération franco-québécoise;
- Commission mixte permanente Québec-Wallonie-Bruxelles;
- Commission mixte Québec-Catalogne.

L'expertise du Secrétariat a aussi été sollicitée sur le plan multilatéral (par exemple, l'UNESCO) et en francophonie pour des questions liées à la langue (par exemple, la diversité linguistique), à son usage et à son développement en francophonie et dans le monde.

Le Secrétariat a participé, à titre de membre, au conseil d'administration du Centre de la francophonie des Amériques; il a aussi pris part au colloque « Le français, une langue pour l'entreprise », organisé par la Délégation générale à la langue française et aux langues de France, à Paris.

VI. L'application des exigences législatives

La création de l'Observatoire démographique de l'espace francophone

Le Secrétariat à la politique linguistique, en collaboration avec la Délégation générale à la langue française et aux langues de France, a soulevé auprès de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), l'importance d'une observation continue et documentée de la situation du français dans le monde et l'intérêt d'associer à cette démarche des partenaires comme l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF) et ses réseaux de chercheurs. Découlant d'un engagement pris par le premier ministre Jean Charest à l'occasion du XII^e Sommet de la Francophonie à Québec en octobre 2008, l'Observatoire démographique et statistique de l'espace francophone (ODSEF), installé à l'Université Laval, a été créé le 25 mars 2009.

Enfin, le Secrétariat à la politique linguistique a pris part à l'organisation et au financement du Congrès mondial des professeurs de français – FIPF 2008 – qui s'est tenu à Québec du 21 au 25 juillet 2008 et auquel ont participé près de 1 600 personnes venant de 142 pays. Il a notamment organisé une table ronde sur les représentations du français, animée par le sous-ministre associé.

Pour l'application des exigences législatives touchant l'accès à l'égalité en emploi, l'allègement réglementaire, le code d'éthique, le développement durable et les changements climatiques, l'égalité entre les femmes et les hommes, l'emploi et la qualité de la langue française dans l'Administration, la protection des renseignements personnels ainsi que le suivi des recommandations du Vérificateur général du Québec, nous vous invitons à lire la rubrique du rapport annuel de gestion du ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine qui, en ces matières, dessert le Secrétariat à la politique linguistique.

Annexe

Loi et règlements relevant de la ministre responsable de la Charte de la langue française (au 31 mars 2009)

- Charte de la langue française (L.R.Q., c. C-11);
- Règlement sur l'affichage de l'Administration (C-11, r. 1);
- Décret concernant l'application de l'article 86.1 de la Charte de la langue française aux anglophones du Nouveau-Brunswick (C-11, r. 2);
- Règlement de l'Office québécois de la langue française sur la définition de « siège » et sur la reconnaissance des sièges pouvant faire l'objet d'ententes particulières avec l'Office (C-11, r. 3);
- Règlement sur la délivrance d'attestations de connaissance de la langue officielle en vue de l'admission aux ordres professionnels et sur certains équivalents à ces attestations (C-11, r. 4);
- Règlement concernant la demande de recevoir l'enseignement en anglais (C-11, r. 5);
- Règlement sur l'exemption de l'application du premier alinéa de l'article 72 de la Charte de la langue française qui peut être accordée aux enfants présentant des difficultés graves d'apprentissage (C-11, r. 6);
- Règlement sur l'exemption de l'application du premier alinéa de l'article 72 de la Charte de la langue française qui peut être accordée aux enfants séjournant au Québec de façon temporaire (C-11, r. 7);
- Règlement sur la langue d'enseignement des enfants qui résident ou ont résidé dans une réserve indienne (C-11, r. 8);
- Règlement sur la langue du commerce et des affaires (C-11, r. 9);
- Règlement autorisant les ordres professionnels à déroger à l'application de l'article 35 de la Charte de la langue française (C-11, r. 10);
- Règlement précisant la portée de l'expression « de façon nettement prédominante » pour l'application de la Charte de la langue française (C-11, r. 11);
- Règlement précisant la portée des termes et des expressions utilisés à l'article 144 de la Charte de la langue française et facilitant sa mise en œuvre (C-11, r. 12).

